

FRACTURE TERRITORIALE

## Gouvernement Attal : un exécutif trop parisien ?

Romain Gaspar | A la une | France | Publié le 25/01/2024 | Mis à jour le 26/01/2024

**"Ministres trop parisiens", "entre-soi", "déconnexion du terrain" : les critiques se multiplient contre le parisianisme du gouvernement resserré de Gabriel Attal, depuis l'annonce de sa composition, le 11 janvier. "La Gazette" a fait les comptes: au moins neuf ministres sur quinze peuvent être considérés comme implantés politiquement en Ile-de-France.**



[1]

Un « gouvernement resserré »... C'est l'élément de langage matraqué par les communicants de l'Elysée depuis l'annonce du gouvernement Attal, le 11 janvier. Mais, près de deux semaines après la nomination des ministres de plein exercice, les critiques pleuvent dans les couloirs du Parlement et dans la bouche de certains élus locaux sur le manque d'implantation locale des quatorze personnalités choisies par Emmanuel Macron et son Premier ministre, Gabriel Attal.

- Gouvernement Attal : les collectivités cherchent leur place [2]

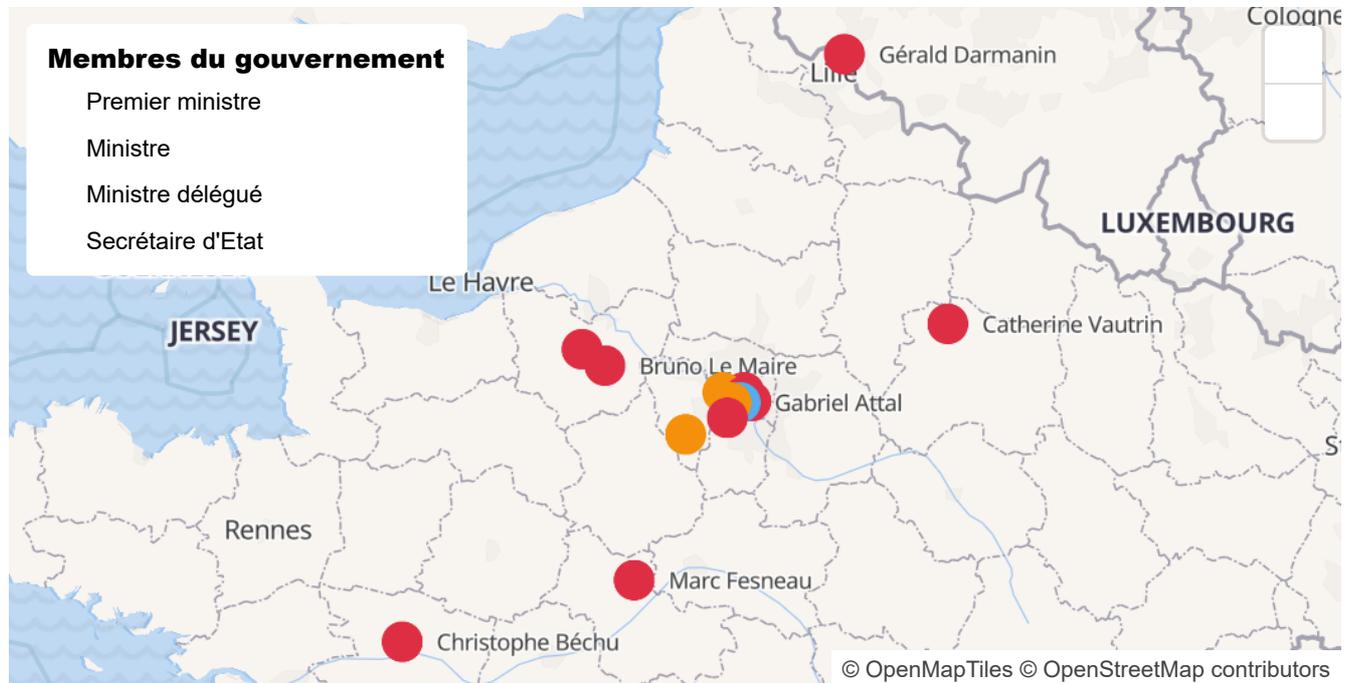
### « Aucun ministre en dessous de la Loire »

En coulisses, les langues se délient. « C'est l'entre-soi des 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> arrondissements de Paris et des Hauts-de-Seine », tacle, par exemple, un maire de ville moyenne. « C'est pire que de l'entre-soi. Aucun ministre n'a été nommé avec un ancrage politique en dessous de la Loire. Et si on enlève les parachutés, au moins dix ministres sur quinze sont Parisiens ou Franciliens », regrette une figure de la majorité.

« La Gazette » a fait ses calculs et arrive à au moins neuf membres du gouvernement franciliens : Gabriel Attal, Amélie Oudéa-Castéra, Rachida Dati, Eric Dupond-Moretti, Stéphane Sejourne, Sylvie Retailleau, Prisca Thevenot, Marie Lebec et Aurore Bergé.

## La moitié sud de la France sans ministre... pour le moment ?

Sur les 15 ministres que compte le gouvernement (dont le Premier ministre Gabriel Attal), ce ne sont pas moins de neuf ministres implantés politiquement en Île-de-France. Christophe Béchu, ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, et ancien maire d'Angers (Maine-et-Loire), est ainsi le ministre avec l'ancrage le plus éloigné de Paris dans la première composition du gouvernement Attal.



Graphique : YCM / La Gazette des communes

la gazette

A Flourish map

Circonstance aggravante, la distance médiane entre le lieu de naissance des ministres et Paris est de... 17 kilomètres, selon les calculs de notre confrère, François Hublet, rédacteur en chef de « BLUE, Electoral bulletins of the European Union » [3].

« C'est en grande partie inédit car l'usage de constituer un gouvernement divers et représentatif de la France date du début de la III<sup>e</sup> République. Cet exécutif ressemble plutôt à un cercle très resserré et très homogène socialement et culturellement, la France des beaux quartiers et des grandes écoles », analyse le constitutionnaliste à l'université Paris 2 Panthéon-Assas, Benjamin Morel.

- Gabriel Attal, un Premier ministre très parisien [4]

C'en est trop pour Fabien Verdier, le président de l'association Mouvement pour le développement des villes sous-préfectures et maire (SE) de Châteaudun (Eure-et-Loir). Alors, il y a quelques jours, il a pris la plume pour pousser un coup de gueule à travers une tribune publiée dans le « HuffPost » [5].

Joint par « La Gazette », il appelle à un rééquilibrage. « C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Nos habitants ne se sentent pas représentés au gouvernement. La France est diverse. Les 235 villes sous-préfectures, avec leurs bassins de vie, sont encore une fois mal considérées alors qu'elles sont des villes miroir de la France », explique-t-il.

- Les sous-préfectures ne veulent pas être en sous-France [6]

## « Un impensé politique »

Il est vrai que plusieurs grandes régions manquent à l'appel à la tête de l'Etat : Nouvelle Aquitaine, Occitanie, Provence – Alpes-Côte d'Azur, Corse, Auvergne – Rhône-Alpes, Bretagne, les départements et territoires d'Outre-mer...

« L'avenir de notre pays et de notre République est en jeu. La question essentielle est la représentativité des territoires au gouvernement et dans la prise de décision publique. Ce gouvernement est l'illustration regrettable d'un impensé politique car on ne gouverne bien que ce que nous connaissons », ajoute Fabien Verdier. D'après lui, la centralisation est d'autant plus forte que les membres de l'administration centrale et des cabinets ministériels habitent très souvent à Paris ou en région parisienne.

Un avis partagé par Thibault Lhonneur, auteur de travaux sur « la France des sous-préfectures » à la fondation Jean Jaurès et conseiller municipal (LFI) de Vierzon (Cher). « Même si la France a une tradition jacobine, l'incarnation des territoires est primordiale, surtout qu'Emmanuel Macron a aussi été porté au pouvoir par des barons locaux comme Gérard Collomb », insiste-t-il, en regrettant qu'une grande partie de la gauche n'ait pas saisi l'opportunité de reprendre le flambeau territorial.

- La France des pavillons allergique à la gauche <sup>[7]</sup>

## Un ancrage territorial limité de Renaissance

Benjamin Morel explique cette surreprésentation francilienne au gouvernement par l'ancrage territorial de Renaissance très limité et, en particulier, l'absence de grands barons locaux en son sein et de poids politique des fédérations, obligeant à des jeux d'équilibre : « La légitimité des ministres dépend surtout de leur proximité avec le président de la République. »

Mais, au-delà des profils, ce gouvernement est le symbole de l'absence de volonté politique, selon Thibault Lhonneur. « On n'a même plus le vernis des profils variés géographiquement. Emmanuel Macron a abandonné depuis longtemps le développement des territoires. Il s'inscrit dans la continuité de Nicolas Sarkozy, en se focalisant uniquement sur les métropoles et en espérant un ruissellement. Il est dans la négation de la réalité territoriale, économique et sociale au profit d'un néolibéralisme de plus en plus accru, qui va à l'encontre du pacte républicain, ce qui participe aux déséquilibres du pays et produit des fractures », estime-t-il.

« Les villes sous-préfectures ont besoin d'être accompagnées avec un plan d'urgence. Action cœur de ville ne devrait être qu'un début », acquiesce Fabien Verdier, en mettant sur la table une dotation globale de fonctionnement (DGF) bonifiée pour les pôles de centralité.

## Manque de remontées de terrain

D'après Benjamin Morel, les difficultés sont ailleurs. « Je n'observe pas de tropisme parisien dans les politiques menées. Le sujet est plutôt le manque de retour de terrain. On a dit beaucoup de mal du cumul des mandats mais il permettait de faire remonter au président certaines réalités. Cela a manqué profondément lors de la crise des "gilets jaunes" », justifie-t-il.

Le président de l'Association des petites villes de France (APVF), Christophe Bouillon, est aussi plus nuancé. « Avoir un profil parisien ne dit rien de votre compétence, mais il est vrai qu'un ancrage territorial peut servir dans une action de ministre. C'est un atout de Christophe Béchu car Angers n'est pas Paris », défend celui qui est maire (PS) de Barentin (Seine-Maritime).

La nomination des autres ministres délégués et secrétaires d'Etat pourrait être l'occasion d'inverser la tendance. « Ce serait opportun car avoir des personnalités d'un peu partout permet de créer un sentiment de projection auprès de la population et d'être davantage relayé dans la presse quotidienne régionale », confirme Benjamin Morel.

Mais il faudra être patient car, selon Matignon, les nouvelles nominations ne devraient pas être annoncées avant le discours de politique générale de Gabriel Attal, qui se déroulera le 30 janvier, à l'Assemblée nationale. D'ici là, les ministres déjà nommés multiplient les déplacements pour contrer cette image et, en sous-texte, cette critique de déconnexion qu'on leur colle à la peau.

- Déplacements : les ministres privilégient leur fief <sup>[8]</sup>

#### **POUR ALLER PLUS LOIN**

- Gabriel Attal, un Premier ministre très parisien
- Gouvernement Attal : les collectivités cherchent leur place
- Les sous-préfectures ne veulent pas être en sous-France